

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE



N°2, NOVEMBRE 2014

Luxembourg

- Plus de 250 mesures avec incidence financière d'ici 2018 afin d'empêcher que les finances publiques ne tombent dans le rouge, plus d'un milliard d'euros de baisse de dépenses et de hausse de recettes prévus entre 2015 et 2018, tous les Ministères mis à contribution, le Gouvernement a « mis le paquet » et voulu montrer lors de la présentation du budget pour 2015 que l'Etat gère... deux questions méritent tout de même d'être posées concernant ces mesures ? Seront-elles vraiment toutes implémentées ? Et seront-elles suffisantes pour permettre au Luxembourg de respecter ses engagements européens en matière de déficits structurels ?
- Grâce à la « magie statistique » (changement de base (passage au SEC 2010) et la révision statistique des chiffres pour la période 2000-2012), le profil du PIB luxembourgeois s'est embelli. Ainsi, le PIB du Luxembourg, exprimé en volume, retrouve son niveau d'avant-crise dès le début de 2011 contre début 2014 dans les précédentes estimations.
- 2014 sera, à n'en pas douter, un bon cru en termes de croissance du PIB (3%). Toutefois, la croissance pour les deux prochaines pourrait être plus modérée qu'escomptée (ce qui ne sera pas sans effets sur les comptes publics et le chômage). Ainsi, selon les prévisions de la Commission européenne publiée en novembre, la croissance de l'économie luxembourgeoise serait en 2015 (2,4%) et 2016 (2,9%) inférieure à son niveau de 2014. Un scénario différent de celui retenu par le Gouvernement, à savoir 2,7% en 2014 et 3,5% en 2015...

Zone euro

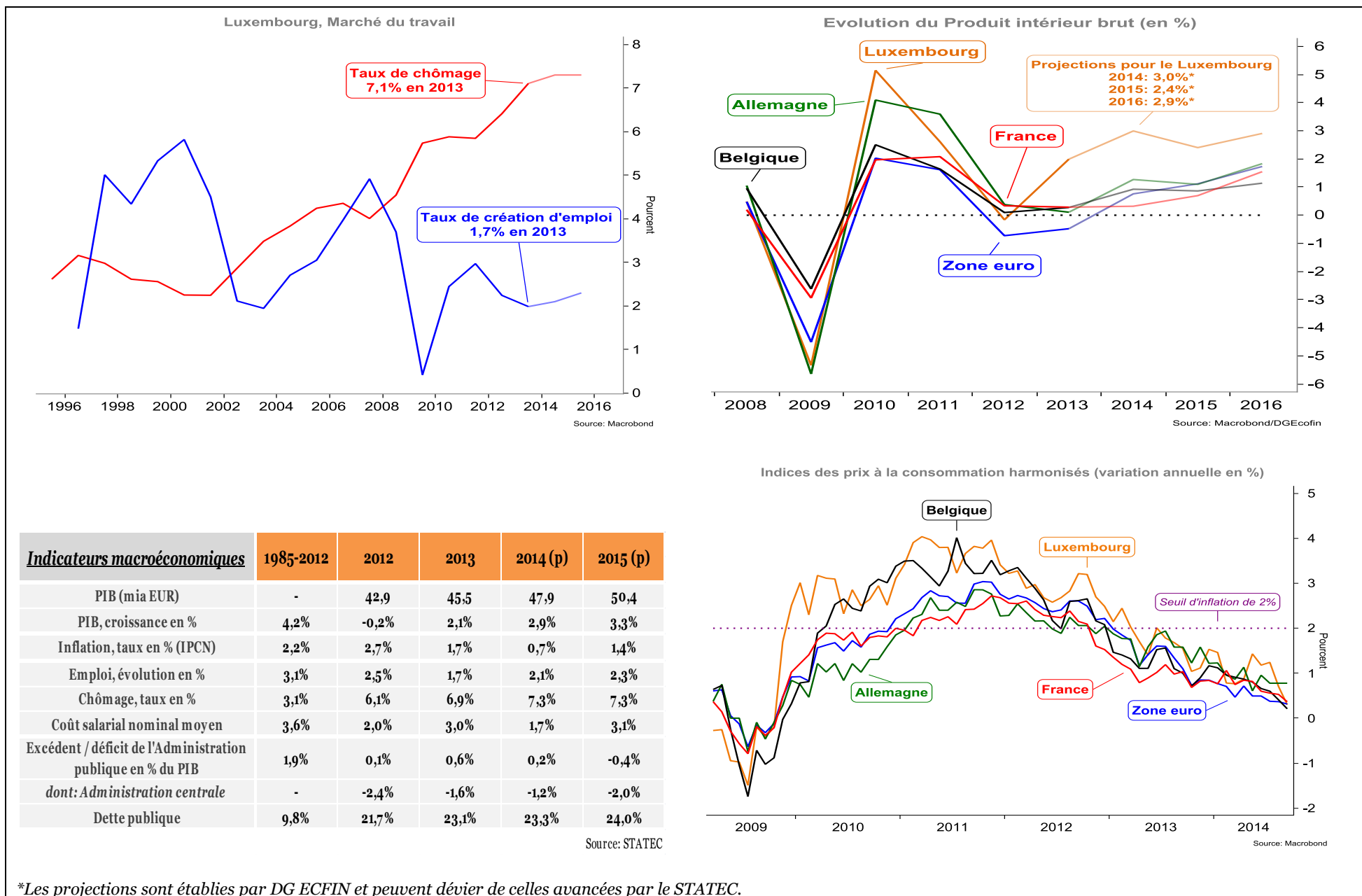
- D'après les prévisions économiques de la Commission européenne, la zone euro devrait connaître une croissance relativement modérée en 2014 (0,8%, contre 1,2% prévu au printemps). Il existe par ailleurs de grandes disparités en termes de croissance parmi les pays de la zone ; l'éventail des taux de croissance irait ainsi de -0,4% en Italie et en Finlande en 2014, à +4,6% en Irlande qui semble progressivement retrouver sa flamboyance de tigre celtique. Fait rare et encourageant, tous les pays de la zone euro seront en territoire de croissance positive en 2015, une première depuis la crise.
- Les résultats de l'évaluation complète (stress test et examen de la qualité des actifs) des 130 principales banques européennes par la BCE ont été publiés le 26 octobre dernier et ont rassuré sur l'état de santé général de ces dernières. L'exercice a révélé des insuffisances totales de fonds propres de 25 milliards d'euros concernant 25 banques (dont 7 italiennes). Après prise en compte des mesures de renforcement de fonds propres menées en 2014, le besoin en fonds propres tombe à 9,5 milliards d'euros (13 banques).
- Pierre angulaire de l'architecture budgétaire en Europe, les règles du pacte de stabilité et de croissance (efforts structurels pour réduire le déficit, règle de réduction de dette) auront une fois de plus été « interprétées avec largesse » (par la France et l'Italie notamment) sans qu'aucune sanction ne soit infligée aux pays récalcitrants qui ont fait valoir, comme d'habitude en pareille situation, des circonstances exceptionnelles. C'est à se demander si toutes ces règles ne sont pas en plastique... ?

Reste du monde

- De l'autre côté de l'Atlantique, la FED sort progressivement de sa politique monétaire très accommodante. Elle a ainsi décidé d'arrêter l'accroissement de la taille de son bilan (fin du Quantitative easing 3) et laisse entendre, entre les lignes, qu'elle pourrait remonter progressivement ses taux directeurs à partir du deuxième semestre de 2015.
- La BoJ, consciente des difficultés profondes de l'économie japonaise suit le chemin inverse et a annoncé, à la surprise générale, intensifier ses achats d'actifs de 30.000 milliards de Yen par an pour les porter à 80.000 milliards de Yen (soit 17% du PIB).

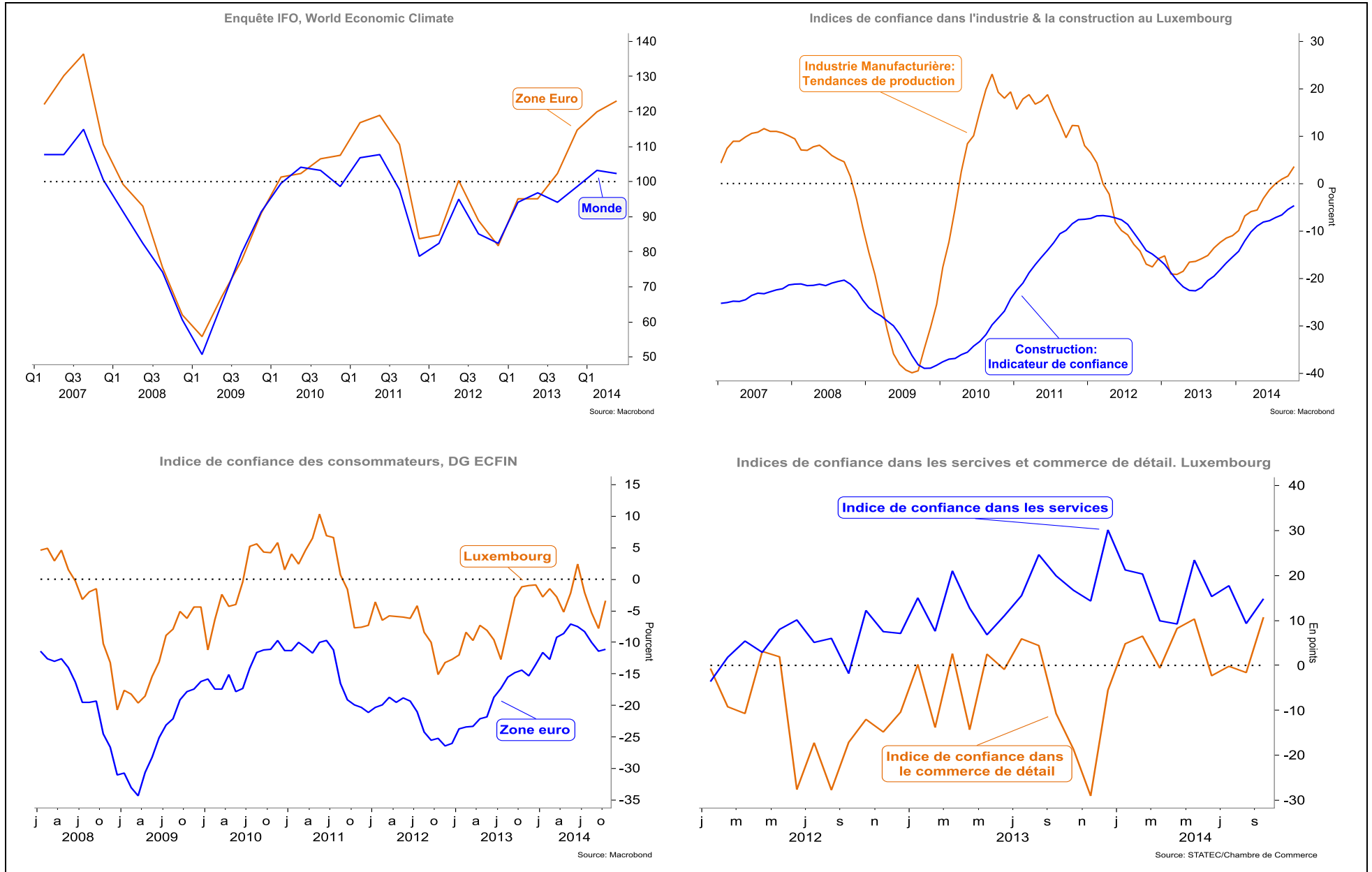
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE –

Des indicateurs clés comme le PIB ou encore le taux de chômage permettent d'établir un premier diagnostic de l'état de santé de l'économie :



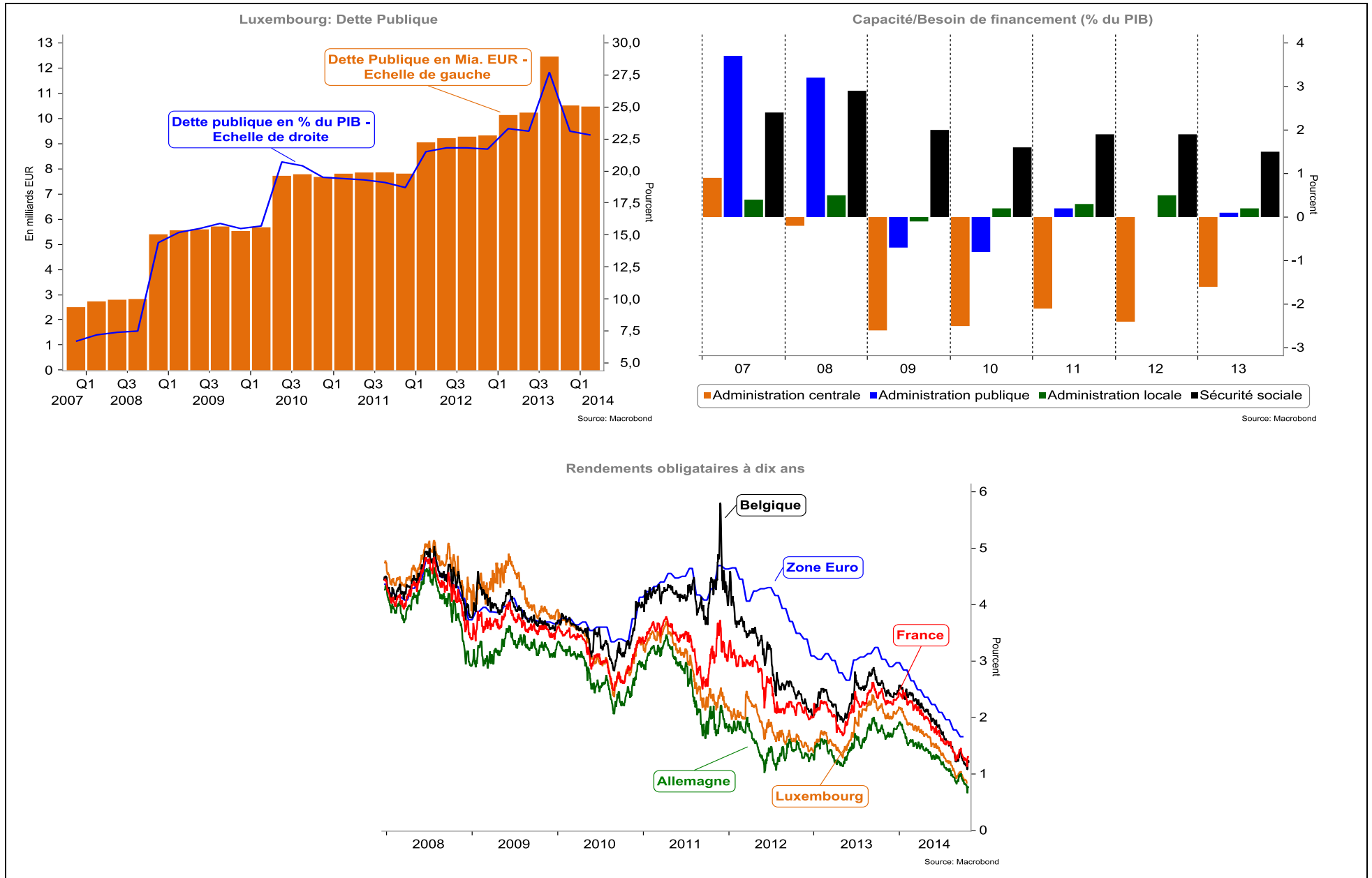
INDICES DE CONFIANCE –

Les indices de confiance se basent sur des enquêtes menées auprès des ménages et des entreprises à intervalles réguliers permettant ainsi d'émettre des prévisions à court terme sur l'état de l'économie:



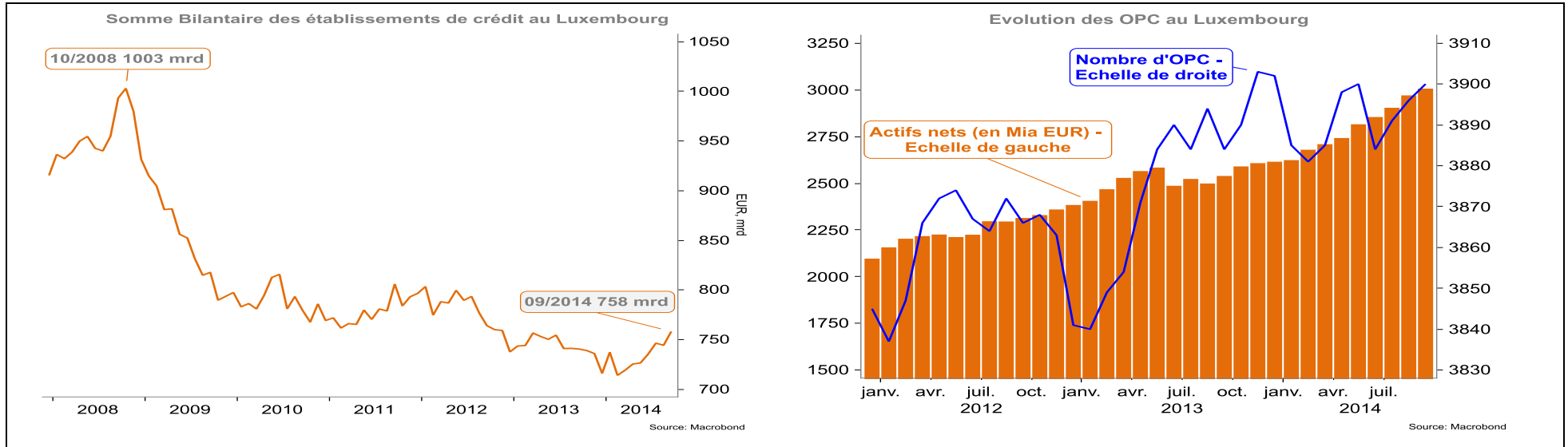
FINANCES PUBLIQUES –

Connaissant une dégradation importante singulièrement lors des années de crise, il importe de suivre de près l'évolution des finances publiques dans une perspective de développement durable du modèle socio-économique luxembourgeois :



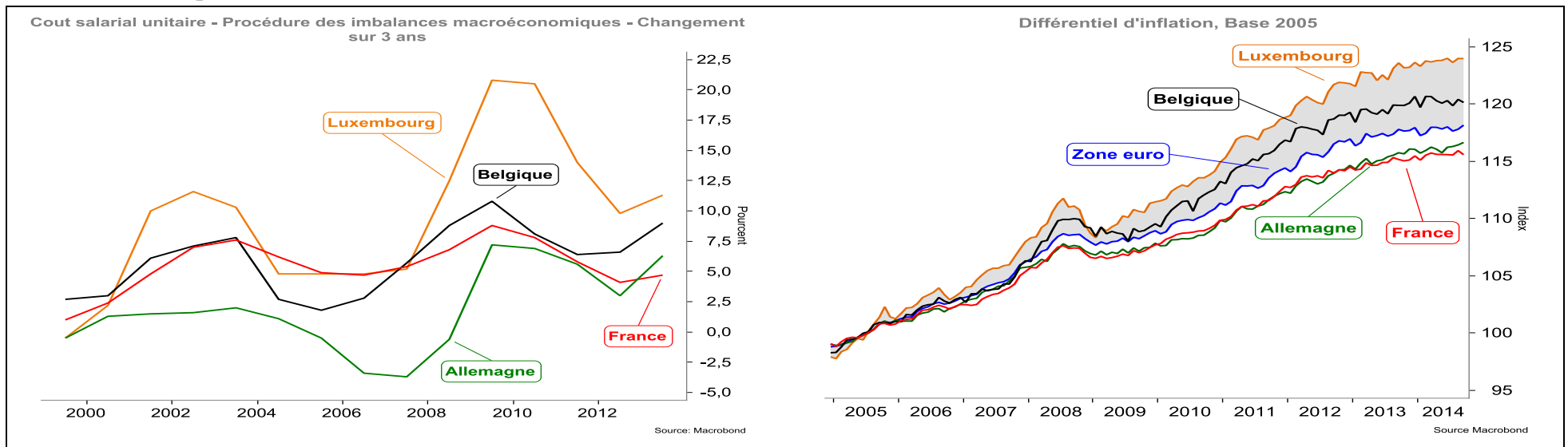
PLACE FINANCIERE –

Etant le pilier phare de l'économie luxembourgeoise et un important prestataire de services aux ménages et aux entreprises, son évolution peut avoir des répercussions non-négligeables sur le reste de l'économie:



COMPÉTITIVITÉ-COÛT –

L'évolution des coûts auxquels les entreprises doivent faire face détermine directement leur degré de compétitivité ainsi que le niveau et l'intensité des activités économiques:



A propos de la Fondation IDEA a.s.b.l.

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, et qui a pour mission de mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays. IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique, d'une part, en l'alimentant par des analyses économiques rigoureusement recherchées et documentées et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organisera à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets divers revêtant une importance capitale pour l'avenir socio-économique du Grand-duché de Luxembourg. Les publications, idées et vidéos d'IDEA profiteront d'une large diffusion via les médias sociaux.

Gouvernance

IDEA est administré par un Conseil d'administration (CA) disposant de pouvoirs étendus pour gérer l'association. Il en définit les orientations et les priorités générales en concertation avec le Conseil scientifique (CS). Le CA pourra déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière à un directeur chargé des affaires courantes.

Le Conseil scientifique (CS), actuellement en cours de constitution, est nommé par le CA pour un terme renouvelable de 3 ans. Il a pour vocation de conseiller et d'accompagner IDEA quant à la pertinence et l'opportunité des projets et activités menés. Il a un droit de regard sur les études, les prises de position et les pistes de réflexion élaborées et approuve les principales contributions mises au point. Il veille à ce que les activités menées s'inscrivent dans les missions stratégique et opérationnelle définies par les statuts. Le CS se prononce également sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux. En outre, il intervient dans les travaux de l'association de son initiative propre ou sur demande du CA.

L'Equipe opérationnelle (EO) prépare les travaux et les contributions à élaborer par IDEA. Il incombe à l'EO de transformer les lignes directrices du CA en priorités de travail de l'association et de suivre constamment les avis et recommandations du CS dans le cadre de l'élaboration de ses contributions. Les travaux administratifs et de fonctionnement sont également du ressort de l'EO.

Pour plus d'informations :

www.fondation-idea.lu

www.twitter.com/FondationIDEA

Contacts de l'Equipe opérationnelle :

Marc Wagener, tél: 42 39 39 376, marc.wagener@fondation-idea.lu

Muriel Bouchet, tél : 42 39 39 491, muriel.bouchet@fondation-idea.lu

Michel-Edouard Ruben, tél. 42 39 39 441, michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

Jérôme Merker, tél. 42 39 39 354, jerome.merker@fondation-idea.lu

Lynn Schetgen, tél: 42 39 39 486, lynn.schetgen@fondation-idea.lu